REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

**JUGEMENT COM-
MERCIAL N° 175 du
07/08/2014**

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 24 JUILLET
2024**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du 24 Juillet deux mille vingt-quatre, statuant en matière commerciale tenue par Madame **MAIMOUNA NOUHOU KOULOUGOU**, Présidente du Tribunal, en présence de **OUMAROU GARBA ET AICHATOU ABDOU ISSOUFOU**, Membres ; avec l'assistance de Maître **MAZIDA SIDI**, Greffière, a rendu le jugement dont la teneur suit :

AFFAIRE :

**SOCIETE BABATI
PETROLEUM ET
SERVICES
(assistée de Me
MOUNGAI GANAO)**

C/

**MONSIEUR
SAIDOU TAHIROU
ABDOUL RAZAK
(assisté de Me KARIM
SOULEY)**

ENTRE

SOCIETE BABATI PETROLEUM ET SERVICES (BPS), Société à responsabilité limitée, dont le siège social est à Niamey quartier Cité Député, au capital de 10.000.000.000 FCFA, NIF :25.375/S, RCCM N° NI NIM 2012 B 2713 BP : 13.866 Niamey- Niger, représentée par son Directeur Général Monsieur **YACOUBOU ABDOURAHAMANE**, assistée de maître **MOUNGAI GANAO SANDA OUMAROU** et maître **LIMAN MALICK MOHAMED**, tous avocats à la cour, BP 174, Tel : 84.35.35.35/ 96.89.85.93 Niamey, en l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites ;

**DEMANDERESSE
D'UNE PART**

ET

SAIDOU TAHIROU ABDOUL RAZAK, demeurant à Niamey, quartier Niamey 2000, promoteur de l'entreprise individuelle dénommée MAMU MULTI SERVICES, devenue « MAMU » suivant inscription modificative au registre du commerce en date du 24 Mai 2022, immatriculée au registre de commerce sous numéro RCCM NI NIA 2009 A 2034, cel : 96.96.36.15, assisté de **MAITRE KARIM SOULEY**, avocat à la cour, en l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites

**DEFENDEUR
D'AUTRE PART**

LE TRIBUNAL

Suivant assignation avec communication des pièces en date du 17 MAI 2024, la société BABATI PETROLEUM SERVICES BPS SARL, assistée de maître MOUNGAI GANAO SANDA OUMAROU, avocat à la Cour, saisissait le tribunal de Commerce de Niamey, statuant en matière commerciale à l'effet de :

Y venir le sieur SAIDOU TAHIROU ABDOULRAZAK[MANU]

EN LA FORME

Recevoir la société BABATI PETROLEUM en son action régulière ;

AU FOND

- Condamner le sieur SAIDOU TAHIROU ABDOULRAZAK à payer à la société BABATI PETROLEUM SARL la somme de 17.119.190 F CFA représentant le montant de sa créance en principal;
- Condamner le sieur SAIDOU TAHIROU ABDOULRAZAK à payer à la société BABATI PETROLEUM SARL la somme de 10.000.000 F CFA soit 5.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts et 5.000.000 F CFA à titre de frais irrépétibles ;
- Dire et juger que l'exécution provisoire est de droit et en conséquence ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toute voie de recours ;
- S'entendre condamner aux dépens ;

FAITS

Dans le cadre de leurs relations d'affaire, la société BABATI PETROLEUM SARL avait fourni une importante quantité de gaz oil au sieur SAIDOU TAHIROU ABDOULRAZAK courant mois de mars, avril et mai 2023 pour un montant total de 24.806.100 F CFA. Trois factures ont été émises par la requérante pour paiement, et le sieur SAIDOU TAHIROU avait payé une partie et reste devoir la somme de 17.119.190 F CFA. Sommer de payer cette somme, il a reconnu la dette et proposait un échéancier de paiement. Face au non-respect de son engagement, la requérante a saisi le tribunal de céans d'une action en paiement.

PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Le conseil de la requérante sollicite du tribunal de condamner le sieur SAIDOU TAHIROU ABDOULRAZAK au paiement de la somme de 17.119.190 F CFA représentant sa créance principale ;

Qu'il soutienne que le défendeur n'ayant pas exécuté son obligation de paiement malgré les multiples relances ; celui-ci doit être condamné au paiement du montant principal ainsi que la somme de 10.000.000fcfa à titre dommages et intérêts et frais irrépétibles conformément aux articles 1315 ;1147 du code civil et 392 du code de procédure civile;

Par conclusion en réponse en date du 05 juin 2024, le conseil de défendeur sollicite le rejet des demandes de la requérante ;

Qu'il soutienne que ce dernier n'a pu honorer son engagement du fait des événements imprévisibles et indépendants de sa volonté ; que le retard dans le paiement se justifie par le non règlement du marché dont il est bénéficiaire ;

Qu'il précise que ses activités sont entrain de reprendre leurs cours normaux et est disposé à un règlement amiable ;

Qu'il poursuive en sollicitant le rejet de la demande de dommages et intérêts et frais irrépétibles en arguant avoir rencontré des difficultés économiques qui ont impacté ses finances ;

Qu'il conclut en formulant une demande reconventionnelle pour solliciter la condamnation de la requérante au paiement de la somme de dix millions à titre de dommages et intérêts sur le fondement de l'article 15 du code de procédure civile ;

Par conclusions responsives en date du 24 juin 2024, le conseil de BABATI PETROLEUM soutient au bien-fondé des demandes ;

Qu'il explique que la seule reconnaissance de dette et le délai de trois mois pour apurer celle-ci ne suffisent pas à garantir la bonne foi ; que d'ailleurs, malgré la lettre de proposition en date du 26 avril 2024 le débiteur n'a procédé à aucun versement ;

Qu'il ajoute que le paiement de la créance n'était pas conditionné en amont au paiement d'un marché ; que de ce fait le défendeur étant de mauvaise foi, il sera condamné au paiement de la dette ;

Qu'il conclut au rejet de la demande reconventionnelle en soutenant que l'action de la requérante étant fondée en application de l'article 1134 du code civil, le défendeur est mal fondé à se prévaloir d'une action abusive et vexatoire.

EN LA FORME

Attendu que la requérante a été représentée à l'audience par son conseil ; qu'il convienne de statuer contradictoirement à son égard ;

Attendu que le sieur SAIDOU TAHIROU ABDOULRAZAK; a reçu notification de l'ordonnance de clôture par le biais son conseil ; qu'il a conclu ; qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à son encontre ;

AU FOND

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT DE LA CRÉANCE PRINCIPALE

Attendu qu'aux termes de l'article 1134 du code civil : « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites » ;

Attendu qu'il ressorte des pièces de la procédure notamment la lettre du 26 avril 2024 et les diverses factures, que le sieur SAIDOU TAHIROU ABDOUL RAZAK , est débiteur de BABATI PETROLEUM pour un montant de 17.119.190 F CFA;

Attendu qu'aux termes de l'article 1315 du code civil : « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.

Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le payement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation » ;

Attendu qu'en l'espèce, la requérante a fait la preuve de sa créance vis-à-vis du défendeur ;

Que ce dernier ne prouve pas les difficultés financières évoquées, ni le paiement de la créance sous condition de règlement d'un quelconque marché ; Qu'il se trouve être défaillant dans l'exécution de ses obligations contractuelles ;

Qu'au regard de tout ce qui précède, il s'ensuit que la demande de BABATI PETROLEUM en paiement de sa créance principale d'un montant 17.119.190 F CFA est fondée ;

Qu'il échet par conséquent de condamner SAIDOU TAHIROU ABDOUL RAZAK au paiement dudit montant ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS ET FRAIS IRREPETIBLES

Attendu que l'article 1147 du code civil dispose : « le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part » ;

Attendu que l'article 392 du code de procédure civile prévoit la condamnation de la partie perdante au paiement des frais exposés ;

Attendu que la société BABATI PETROLEUM sollicite la condamnation du défendeur à lui payer la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts et frais irrépétibles, qu'elle justifie par le retard dans l'exécution de son obligation de lui payer sa créance et le fait d'avoir fait le recours au service d'un avocat pour obtenir paiement ;

Attendu que le sieur SAIDOU TAHIROU, malgré son engagement à épurer sa dette, n'a procédé à aucun versement ;

Attendu que le montant réclamé par la demanderesse, bien que fondé en son principe, est exagéré dans son quantum ; qu'il convienne de lui octroyer la somme de 1.000.000F CFA soit 500.000 F CFA pour les dommages et intérêts et 500.000 F CFA pour les frais irrépétibles et de la débouter pour le surplus de la demande;

SUR L'EXÉCUTION PROVISOIRE

Attendu que le conseil de BABATI PETROLEUM sollicite en outre d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire nonobstant toutes voies de recours ;

Attendu que, selon l'article 51 de la Loi 2019-01 sur les tribunaux de commerce, l'exécution provisoire du jugement est de droit lorsque le taux de la condamnation est inférieur à cent millions (100.000.000) de francs CFA.

Qu'en l'espèce, le taux de la condamnation prononcée étant inférieur au montant sus indiqué, il y a lieu de dire que l'exécution provisoire du présent jugement est de droit.

SUR LA DEMANDE RECONVENTIONNELLE

Attendu que le conseil du défendeur sollicite la condamnation de la requérante au paiement de la somme de dix millions à titre de dommages et intérêts sur le fondement de l'article 15 du code de procédure civile ;

Attendu que ledit article énumère les cas ouvrant droit à réparation ;

Attendu que l'action de la requérante a été déclarée fondée ; qu'il y a lieu de rejeter cette demande reconventionnelle comme étant mal fondée ;

SUR LES DÉPENS

Attendu que le sieur SAIDOU TAHIROU ABDOUL RAZAK a succombé à l'instance, il sera par conséquent condamné à supporter les frais des dépens.

PAR CES MOTIFS

LE TRIBUNAL

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier et dernier ressort.

EN LA FORME

- Reçoit BABATI PETROLEUM en son action régulière ;

AU FOND

- Condamne SAIDOU TAHIROU ABDOUL RAZAK à lui payer la somme de 17.119.190 F CFA représentant le montant de la créance principale ;
- Le condamne également à payer à BABATI PETROELEUM la somme de 1.000.000 F CFA soit 500.000 F CFA à titre de dommages et intérêts et 500.000F CFA à titre de frais irrépétibles ;
- Déboute BABATI PETROLEUM du surplus de sa demande de dommages et intérêts et frais irrépétibles ;
- Rejette la demande reconventionnelle de SAIDOU TAHIROU ABDOUL RAZAK; comme étant mal fondée ;
- Dit que l'exécution provisoire est de droit ;
- Condamne SAIDOU TAHIROU ABDOUL RAZAK aux dépens.

Avis du droit de pourvoi : 01 mois devant la Cour d'État à compter du jour de la signification de la décision par requête écrite et signée déposée au greffe du tribunal de céans.

Ont signé les jour, mois et an que dessus.

LA PRÉSIDENTE

LA GREFFIÈRE

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME
NIAMEY, LE 12/08/2024
LE GREFFIER EN CHEF